



Promesses électorales en éducation Élections provinciales 2022

Dans le cadre des élections provinciales prévues le 3 octobre prochain, la FNEEQ-CSN vous présente, à travers ce tableau, les promesses électorales en éducation des partis politiques en lice. Ces promesses ont été colligées depuis le mois de juin sur les sites des partis (auxquels vous pouvez accéder en cliquant sur le nom des partis). Elles sont reproduites telles quelles pour la plupart, sinon résumées aux fins de concision. L'ordre d'apparition des partis de gauche à droite est un ordre alphabétique. Par ailleurs, nous avons choisi d'inclure tous les partis ayant des propositions en éducation et aller au-delà des 5 partis recueillant l'attention médiatique. En effet, une élection devrait être un moment pour débattre d'idées, et non pas un combat où un parti gagne et les autres perdent. Nous vous invitons à lire, apprécier et débattre de toutes ces idées en éducation, quelle que soit leur provenance.

Pour nous conformer à la Loi électorale, en matière d'interventions de tiers et de contrôle de dépenses électorales, nous ne pouvons analyser les programmes électoraux. Comme l'explique le guide [Interventions des tiers en période électorale : Guide explicatif concernant les règles de contrôle des dépenses électorales](#),

Le comparatif de programmes politiques doit notamment prévoir une représentation équitable, qualitativement et quantitativement, de tous les partis politiques autorisés ou de toutes les personnes candidates d'une circonscription. Il ne peut être accompagné d'aucun commentaire ni analyse ayant pour effet d'approuver ou de désapprouver le contenu auquel il renvoie, ni de favoriser ou de défavoriser des personnes candidates ou des partis. Le tiers ne peut donc pas adopter un traitement préférentiel envers un parti ni un traitement défavorable envers un autre parti dans l'ensemble de ses démarches. ([DGE-259-VF \(22-06\)](#), p. 6)

Nous laissons nos membres tirer leurs conclusions par eux-mêmes, non sans d'abord rappeler les [Orientations de la CSN en éducation et en enseignement supérieur](#) qui rejoignent parfaitement les positions historiques de la FNEEQ-CSN. Voici une synthèse de ces positions, qui se trouvent en conclusion de la plateforme CSN (p. 65) :

Pour une vision humaniste de l'éducation :

- Défendre l'éducation comme un droit humain et un bien commun
- Assurer l'accessibilité à l'éducation et sa gratuité à tous les ordres d'enseignement
- Valoriser la mixité scolaire et sociale
- Se donner les moyens pour lutter contre le décrochage scolaire et favoriser la réussite éducative

- Baliser le lien entre les missions de l'éducation et celles du marché de l'emploi pour éviter l'instrumentalisation
- Reconnaître les établissements d'enseignement comme des pôles de développement régional et local d'importance
- Reconnaître l'apprentissage tout au long de la vie comme étant un droit universel

Pour des réseaux de l'éducation et de l'enseignement supérieur résilients

- Investir les ressources financières nécessaires pour mettre fin aux problèmes chroniques de financement de l'éducation et de l'enseignement supérieur
- Valoriser et reconnaître le personnel de l'éducation et de l'enseignement supérieur
- Favoriser une administration en collégialité dans les lieux d'enseignement

Pour s'inscrire dans le débat sur deux enjeux actuels de la société

- Assurer le bien-être et protéger la santé mentale des élèves, des étudiantes, des étudiants et du personnel
- Baliser le recours aux technologies numériques et à la formation à distance

Tableau comparatif des promesses électorales en éducation

Il est possible de prendre connaissance des orientations et revendications de la FNEEQ et de la CSN en consultant la [section du site Internet](#) consacrée aux élections provinciales.

Bonne lecture!

Les membres du comité école et société de la FNEEQ :

Ann Comtois, Stéphane Daniau, Sylvain Larose, Ricardo Penafiel, Isabelle Pontbriand et Benoît Lacoursière, secrétaire général et trésorier, responsable politique du comité.

	<u>Coalition Avenir Québec</u>	<u>Parti Conservateur</u>	<u>Parti Libéral Québec</u>	<u>Parti Québécois</u>	<u>Québec Solidaire</u>
Chef-fe / Porte-paroles	François Legault	Éric Duhaime	Dominique Anglade	Paul St-Pierre Plamondon	Manon Massé Gabriel Nadeau-Dubois
Primaire - Secondaire	<ul style="list-style-type: none"> • La CAQ procédera à une rénovation d'écoles au cours de son prochain mandat. • Chantier de 2 milliards de dollars supplémentaires sur quatre ans qui permettra de rendre les écoles vieillissantes conformes aux standards d'aujourd'hui et d'ajouter des espaces verts dans les cours d'écoles primaires et secondaires, pour des milieux de vie stimulants; • Augmenter les services professionnels pour les élèves en difficulté dans toutes les régions du Québec, en créant une plateforme virtuelle; • Construction d'une nouvelle école secondaire de 1 450 places à Sherbrooke; 	<p>Deux éléments de la plateforme électorale du PCQ concernant l'éducation :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Répondre à la diversité des besoins en éducation; • Protéger la liberté d'expression et la liberté académique. <p>Les éléments suivants ont été tirés du programme du parti qui date de novembre 2021 :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Bonifier l'offre de service pour les parents qui choisissent de faire l'enseignement à la maison; • Supporter fiscalement les parents qui font le choix de l'école à la maison en proportion égale au financement actuellement attribué aux écoles privées (c'est à dire, 60 % du financement public par enfants). Diverses 	<ul style="list-style-type: none"> • Rendre le programme de tutorat permanent; • Mettre en place un crédit d'impôt pouvant aller jusqu'à 500 \$ pour permettre aux familles de couvrir des frais encourus pour favoriser la réussite scolaire, par exemple pour couvrir des frais d'orthophonie ou d'orthopédagogie, lorsque ces services ne leur sont pas offerts par l'école; • Abolir les frais de services de garde sur l'heure du dîner dans les écoles primaires publiques, avec compensation aux centres de services et commissions scolaires; 	<ul style="list-style-type: none"> • Valoriser l'école publique en la finançant mieux et en s'assurant de la qualité des infrastructures; • Mettre fin aux pratiques ségréguatives des écoles privées et des écoles publiques sélectives de façon à garantir la socialisation, la réduction des inégalités et le plein développement des individus et de la nation; • Mettre fin de façon graduelle aux subventions publiques des écoles privées et assurer la mixité sociale du réseau d'éducation public; • Soutenir les écoles publiques dans leur offre de programmes non sélectifs visant la motivation et la persévérance scolaires des élèves; 	<p>Pour que l'école québécoise soit au service de l'ensemble des élèves d'ici, Québec solidaire s'engage à faire de l'accès universel à une éducation de qualité une réalité.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Éliminer de manière immédiate tous les frais scolaires facturés dans les établissements publics, du préscolaire au secondaire, incluant la formation générale des adultes et la formation professionnelle. • Convertir les établissements privés qui le souhaitent en écoles publiques tout en mettant fin progressivement au financement public des écoles privées.

	<u>Coalition Avenir Québec</u>	<u>Parti Conservateur</u>	<u>Parti Libéral Québec</u>	<u>Parti Québécois</u>	<u>Québec Solidaire</u>
	<ul style="list-style-type: none"> Transformation de l'école Mitchell-Montcalm en centre de francisation et de formation des adultes ou en école primaire. 	<p>approches seront explorées comme mécanisme de financement, par exemple, crédit d'impôt remboursable, système de bon d'étude ou système de Régime québécois d'assurance parentale;</p> <ul style="list-style-type: none"> Démocratiser le choix de l'école en permettant à tous les parents de choisir, pour leur enfant des niveaux primaire et secondaire, de s'inscrire à l'école publique de leur quartier, à l'école publique d'un quartier voisin, ou encore à l'école privée de leur choix; Lancer une campagne pour valoriser la formation professionnelle et questionner les préjugés qui ont contribué à éloigner nombre de jeunes des métiers dont le Québec a besoin; Établir un diplôme de 3e secondaire qui permettra aux jeunes d'intégrer des filières professionnelles plus tôt s'ils le souhaitent. 	<ul style="list-style-type: none"> Chantier de remise à niveau des écoles primaires et secondaires. Un montant de 4 G\$ sera ajouté aux investissements prévus pour les infrastructures scolaires; Opération qualité de l'air dans les écoles; Favoriser la formation des professionnels scolaires; Assurer que tous les élèves des écoles primaires bougent une heure par jour; Doubler le montant du crédit d'impôt remboursable pour l'inscription à des activités physiques, artistiques, culturelles ou récréatives et nous l'élargirons à tous les frais liés à la pratique d'activités, par exemple à l'achat d'équipement ou aux frais de compétition, pour que les parents puissent recevoir jusqu'à 1000 \$ par enfant; Doter toutes les écoles qui le demandent d'un gymnase; 	<ul style="list-style-type: none"> Soutenir le maintien et le développement d'activités parascolaires gratuites, en collaboration avec les communautés; Augmenter l'autonomie de gestion des écoles; Permettre la création de classes moins nombreuses, selon les besoins des élèves et assurer un ratio équitable aux services d'aide pour les élèves en difficulté d'adaptation et d'apprentissage; Rendre obligatoires les cours d'éducation à la citoyenneté, incluant la présentation de la laïcité québécoise, et d'éducation sexuelle dans le programme de formation de l'école québécoise; Promouvoir et valoriser l'entrepreneuriat dans les écoles et mettre en place des mécanismes de mentorat d'affaires; 	<ul style="list-style-type: none"> Assurer l'accès universel aux projets particuliers dans les écoles publiques, en bannissant la sélection académique et financière pour ces projets. Pour assurer la qualité des services dans nos écoles, Québec solidaire s'engage à établir un plancher de services professionnels. Ainsi, les centres de services scolaires auront l'obligation d'embaucher le personnel nécessaire à l'atteinte de ces planchers pour que chaque professionnelle et chaque professionnel ait moins d'élèves à sa charge. Réviser l'indice de défavorisation scolaire afin que le financement des écoles reflète les besoins réels des communautés. Nous mettrons en place une loi de protection budgétaire afin d'empêcher qu'interviennent des coupures mettant à mal le financement durable de notre réseau scolaire.

	<u>Coalition Avenir Québec</u>	<u>Parti Conservateur</u>	<u>Parti Libéral Québec</u>	<u>Parti Québécois</u>	<u>Québec Solidaire</u>
		<ul style="list-style-type: none"> • Augmenter le nombre de conseillers en orientation; • Encourager la pratique du compagnonnage; • Encourager les écoles à se doter d'une couleur locale via un projet-école, ainsi que de programmes particuliers; • Renforcer les apprentissages de base (écriture, lecture et mathématique) en utilisant des méthodes qui ont fait leurs preuves, et en s'assurant que chaque élève quitte le système avec un niveau satisfaisant en français et en mathématique; • Proposer des matières en option au primaire; • Augmenter le nombre de professionnels intervenant dans le dépistage, l'évaluation et la prévention des difficultés scolaires au préscolaire et au 1er cycle du primaire; • Augmenter le nombre d'écoles alternatives; • Créer des classes à faible ratio pour les élèves en difficulté; 	<ul style="list-style-type: none"> • Rendre l'école publique réellement publique et garder le choix d'aller dans les écoles privées; <p>Le Parti libéral du Québec s'engage à offrir la gratuité pour ces programmes dans les écoles publiques, jusqu'à concurrence de 5 000 \$ annuellement.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Assurer le respect du cursus scolaire par tous les élèves québécois, qu'ils soient formés dans une école, à la maison ou en centre jeunesse; • Augmenter l'accessibilité à la formation professionnelle et en faire la promotion, notamment en optimisant son mode de financement. 	<p>Pour lutter contre la vétusté des écoles, Québec solidaire s'engage à établir un vaste chantier de rénovation, d'agrandissement, de verdissement et de construction pour avoir des écoles saines qui répondent aux besoins des élèves et du personnel.</p>

	<u>Coalition Avenir Québec</u>	<u>Parti Conservateur</u>	<u>Parti Libéral Québec</u>	<u>Parti Québécois</u>	<u>Québec Solidaire</u>
		<ul style="list-style-type: none"> • Créer des classes pour les élèves de haut niveau de performance scolaire. • Encourager les initiatives privées en formation professionnelle dans de nouveaux domaines; • Encourager les partenariats entre des entreprises privées et le milieu scolaire afin de qualifier de nouveaux travailleurs dans un environnement stimulant et de répondre à la pénurie d'enseignants dans ces domaines. 			
Collégial			<ul style="list-style-type: none"> • Donner aux cégeps la souplesse dont ils ont besoin pour développer des offres de cours qui leur sont propres; • Mettre à niveau les infrastructures du réseau en fonction des besoins réels; • Travailler de concert avec le Collège Dawson pour remettre sur les rails le projet d'agrandissement; 	<ul style="list-style-type: none"> • Garantir la présence de programmes de formation prioritaires dans les cégeps et les universités en région, malgré les variations démographiques; • Protéger les programmes particuliers des cégeps publics en région; • Favoriser les inscriptions des étudiants étrangers dans nos collèges et universités francophones en région; 	<ul style="list-style-type: none"> • Pour favoriser l'accès à l'enseignement postsecondaire sur tout le territoire, Québec solidaire s'engage à augmenter le soutien financier aux cégeps et aux universités en région en fonction de leurs besoins particuliers. • Favoriser la mobilité des étudiantes et des étudiants vers les cégeps et universités des régions et travailler à la mise sur pied d'un programme d'échange interrégional.






	<u>Coalition Avenir Québec</u>	<u>Parti Conservateur</u>	<u>Parti Libéral Québec</u>	<u>Parti Québécois</u>	<u>Québec Solidaire</u>
			<ul style="list-style-type: none"> • Redonner aux étudiants la possibilité de choisir l'institution collégiale qu'ils veulent fréquenter, peu importe leur langue; • Rendre les produits menstruels gratuits sur tous les campus des cégeps et des universités. 	<ul style="list-style-type: none"> • Favoriser l'accès aux cégeps et aux universités pour les étudiantes et étudiants de première génération. 	<ul style="list-style-type: none"> • Bonifier le financement du réseau d'enseignement supérieur francophone afin de le rendre plus attractif auprès des non francophones et appliquerons la loi 101 aux écoles privées non subventionnées.
Universitaire		<ul style="list-style-type: none"> • Inviter chaque cégep et université à se doter d'un comité indépendant pour établir un code de conduite en accord avec la loi et faire des recommandations sur tous les enjeux et litiges concernant la liberté d'expression. Ce comité, dont la composition sera entérinée par le gouvernement, inclura des membres internes et externes à l'établissement et devra publier un rapport annuel public; 	<ul style="list-style-type: none"> • Faciliter l'accès aux maîtrises qualifiantes; • Favoriser le développement de pôles d'enseignement supérieur en région; • Soutenir la mise en place de programmes exclusifs à l'extérieur des grands centres; • Revoir le programme de bourses Perspective Québec pour établir une formule plus consensuelle; • Augmenter le nombre de bourses disponibles pour soutenir ces étudiants dans les Fonds de recherche du Québec; • Travailler avec les recteurs pour trouver des solutions à ces enjeux de financement autre que l'augmentation de frais de scolarité; 	<ul style="list-style-type: none"> • Soutenir la recherche universitaire, en assurant une juste distribution des fonds publics entre les secteurs de recherche (fondamentale, appliquée, sciences de la nature, santé, sciences humaines, culture), et intégrer les fonds subventionnaires canadiens aux fonds de recherche québécois puis équilibrer la distribution des fonds entre francophones et anglophones en fonction du poids démographique. 	<ul style="list-style-type: none"> • Mise en place d'une politique nationale des stages afin d'encadrer le statut de stagiaire et d'assurer la rémunération de tous les stages. • Diminution des frais exigés au niveau postsecondaire, afin d'atteindre à terme la gratuité scolaire.

	<u>Coalition Avenir Québec</u>	<u>Parti Conservateur</u>	<u>Parti Libéral Québec</u>	<u>Parti Québécois</u>	<u>Québec Solidaire</u>
		<ul style="list-style-type: none"> • Modifier la loi 32 sur l'accréditation et le financement des associations étudiantes de façon à ce que tous les étudiants, à temps complet ou partiel, puissent accéder au vote secret et par internet pour accréditer leurs associations représentatives et élire leurs exécutifs; • Modifier l'article 26 de la loi 32 de façon à respecter la liberté d'association et permettre qu'un étudiant qui décide de ne pas être membre d'une association, ou de ne pas être représentée par elle, ne soit plus obligé de cotiser à cette association; • Obliger les grandes associations étudiantes accréditées à rendre compte de leurs dépenses dans un rapport annuel public et validé par un comptable agréé; 			

	<u>Coalition Avenir Québec</u>	<u>Parti Conservateur</u>	<u>Parti Libéral Québec</u>	<u>Parti Québécois</u>	<u>Québec Solidaire</u>
AUTRE		<p>La force et le rayonnement d'un peuple sont tributaires de l'autonomie et de l'épanouissement des personnes. Or, l'autonomie et la réalisation du plein potentiel individuel sont étroitement liées à la capacité de chacun d'entre nous de bien gagner sa vie et de mettre à profit ses compétences développées principalement par l'entremise de l'éducation;</p>		<ul style="list-style-type: none"> • Modifier les programmes d'enseignement de l'histoire du primaire au collégial pour assurer une présence importante de notre histoire et de notre littérature et, de plus, en partenariat avec les Premières Nations, mettre en valeur les cultures autochtones, avec des activités pédagogiques en territoire autochtone et un enseignement élémentaire des langues autochtones; • Mettre en place une commission sur l'éducation, équivalente à la commission Parent, dans le but de mener une grande réflexion collective sur l'éducation au Québec; • Adopter une loi bouclier contre les compressions des budgets de la petite enfance, de l'éducation et de la protection de la jeunesse; 	<p>Pour permettre aux générations futures d'avoir une meilleure connaissance de l'histoire des Premiers Peuples, Québec solidaire s'engage à actualiser le contenu scolaire concernant les réalités autochtones, notamment en ce qui a trait à l'histoire contemporaine, la colonisation et les réalités qui en découlent.</p>

<u>Coalition Avenir Québec</u>	<u>Parti Conservateur</u>	<u>Parti Libéral Québec</u>	<u>Parti Québécois</u>	<u>Québec Solidaire</u>
	<p>Pour favoriser l'autonomie des écoles, le PCQ souhaite :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Augmenter la responsabilité des conseils d'établissement pour en faire de véritables conseils d'administration; • Renforcer le rôle de la direction de l'école afin qu'il elle puisse exercer pleinement son leadership en matière de pédagogie et d'administration. La gestion de l'embauche et de l'encadrement du personnel enseignant, professionnel et de soutien sera confiée aux directions d'école en collaboration avec les Centres de services actuels. 		<ul style="list-style-type: none"> • Garantir l'accessibilité aux établissements scolaires pour tous les Québécois et sur tout le territoire, des CPE aux universités; • Compléter le réseau des CPE selon le principe « un enfant, une place », et l'intégrer au système éducatif québécois; • Assurer la qualité de tous les services de garde éducatifs; • Assurer la présence d'un nombre suffisant de professionnels dans les CPE, les écoles (niveaux préscolaire, primaire et secondaire), les centres d'éducation des adultes et les centres de formation professionnelle pour faire du dépistage et intervenir auprès des jeunes, en se basant sur les besoins de ceux-ci; 	

	<u>Coalition Avenir Québec</u>	<u>Parti Conservateur</u>	<u>Parti Libéral Québec</u>	<u>Parti Québécois</u>	<u>Québec Solidaire</u>
				<ul style="list-style-type: none"> • Mieux intégrer l'éducation des adultes dans le système éducatif québécois et y étendre des mesures d'évaluation, de concertation et de soutien cohérentes avec l'enseignement régulier; • Encourager les étudiants ayant obtenu leur diplôme au Québec à y rester; • Favoriser l'éducation relative à l'environnement et développer la recherche fondamentale et appliquée en la matière, notamment en adoptant une politique de recherche et développement axée sur l'émergence d'une société résiliente et d'une économie durable 	

	<u>Bloc Montréal - Équipe Balarama Holness</u>	<u>Climat Québec</u>	<u>Démocratie directe</u>	<u>Nouveau parti démocratique du Québec</u>	<u>Parti vert</u>
					
Chef-fe	<u>Balarama Holness</u>	<u>Martine Ouellet</u>	<u>Jean-Charles Cléroux</u>	<u>Raphaël Fortin</u>	<u>Alex Tyrell</u>
Primaire - Secondaire	<p>Bloc Mtl appuie la loi 101, mais pense qu'il faut rendre disponible une éducation bilingue de haute qualité dans les écoles francophones et anglophones dès la maternelle.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Révision des programmes scolaires pour mieux refléter et préparer les élèves à une économie mondiale fondée sur la connaissance; • Augmenter le financement des installations sportives et des programmes extrascolaires; • Permettre aux écoles privées et publiques de mettre en place la 12e année d'études de façon temporaire, jusqu'à ce que la loi 96 soit abrogée. 	<ul style="list-style-type: none"> • Réduire notre consommation de viande, entre autres, en demandant la présence d'un choix végétarien dans les cafétérias et les cantines des écoles, des CPE, des résidences pour personnes âgées, des hôpitaux et des centres de soins. • Encourager ces mêmes établissements à adopter une journée végétarienne par semaine; • Revaloriser le rôle des enseignantes et des enseignants en reconnaissant l'importance qu'ils ont dans la préparation des futures générations : 	<p>Avertissement: dû à sa nature propre, <i>Démocratie directe</i> a une plate-forme électorale évolutive.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Investir de manière importante dans les établissements scolaires afin de redonner des environnements d'apprentissages sains et sécuritaires pour la santé de nos enfants; • Réviser le rôle des commissions scolaires (sic); • Centraliser l'apprentissage primaire au ministère de l'éducation (savoir lire, écrire et calculer); • Décentraliser les programmes de formation du secondaire aux régions; 	<ul style="list-style-type: none"> • Réduire de manière prévisible et continue les subventions publiques aux écoles privées et investir cet argent dans le réseau public. Les écoles privées cessant éventuellement leurs opérations seront, là où c'est approprié, converties en écoles publiques; • Viser un taux de succès à l'obtention du diplôme d'études secondaires ou diplôme d'études professionnelles de 100% d'ici 2025; 	<ul style="list-style-type: none"> • Appuyer la mise en place de l'apprentissage d'une deuxième langue pour l'ensemble des étudiants-es du Québec; • Commencer l'instruction bilingue à partir de la maternelle jusqu'à la fin du secondaire, à 25 % du temps scolaire; • Accompagner les écoles afin que chacune se dote d'un plan vert incluant la réduction des déchets, la diminution des plastiques à usage unique (bouteilles, ustensiles, pellicule plastique), le compostage scolaire, une politique plus claire de réutilisation et de récupération ainsi que la réduction du gaspillage alimentaire;

<u>Bloc Montréal - Équipe Balarama Holness</u>	<u>Climat Québec</u>	<u>Démocratie directe</u>	<u>Nouveau parti démocratique du Québec</u>	<u>Parti vert</u>
	<ul style="list-style-type: none"> • Engager les différents spécialistes nécessaires pour appuyer les enseignantes et les enseignants dans leur travail : ergothérapeutes, travailleuses sociales, psychologues, etc.; • Permettre aux enseignantes et enseignants du primaire et du secondaire de prendre des sessions sabbatiques (sic) au cours de leur carrière pour se ressourcer, faire de la recherche et développer les connaissances dans leur domaine; • Donner une certaine autonomie à l'équipe-école dans la préparation et la livraison des programmes; • Diminuer le ratio élèves/enseignant au secondaire; • Favoriser la mobilité sur l'ensemble du territoire. 	<ul style="list-style-type: none"> • Promouvoir un ratio 1 : 1 à partir du secondaire en ce qui a trait à la théorie versus la pratique; • Augmentation des périodes d'éducation physique obligatoires, sauf sur prescription médicale; • Offrir plusieurs choix d'activités physiques selon le matériel disponible; • Revoir le temps des périodes actuelles de cours, puisque les périodes d'inactivité physique ne favorisent pas une attention optimale des élèves; • Favoriser le sport/étude selon les régions et leur environnement, utiliser les ressources et équipements en place disponibles dans leur région immédiate et ce, à tous les niveaux d'étude; • Favorisons un esprit sain dans un corps sain; 	<ul style="list-style-type: none"> • Déployer des ressources supplémentaires pour soutenir les éducatrices, les éducateurs, les élèves et les parents, et mettre en œuvre les mesures adaptées pour celles et ceux ayant de grandes difficultés éducatives et sociales; • Étudier la possibilité d'étendre l'âge de la scolarisation obligatoire au-delà de 16 ans; • Moderniser et étendre le parcours de formation axée sur l'emploi à tous les jeunes qui le souhaitent, dès le début du secondaire, afin d'encourager toutes les adolescentes et tous les adolescents à obtenir leur diplôme d'études secondaires. Le parcours pourra progressivement être généralisé à tous les élèves afin d'assurer qu'elles et qu'ils aient toutes et tous acquis des habiletés leur permettant d'entrer sur le marché du travail quand elles et ils le souhaiteront. 	<ul style="list-style-type: none"> • Confier le mandat de surveillance des immeubles et de la qualité de l'air à des firmes indépendantes; • Appuie la recommandation d'un minimum de 60 minutes d'activité physique par jour dès l'école primaire; • Inclure au programme de formation de l'école québécoise un programme d'éducation sexuelle complet du primaire au secondaire. Ce programme devrait d'ailleurs inclure, entre autres, la notion de consentement, les relations respectueuses, la réalité de la minorité LGBTQIA2+;

	<u>Bloc Montréal - Équipe Balarama Holness</u>	<u>Climat Québec</u>	<u>Démocratie directe</u>	<u>Nouveau parti démocratique du Québec</u>	<u>Parti vert</u>
			<ul style="list-style-type: none"> • Une réforme scolaire à partir du primaire, que les écoles ne fassent pas que l'élève se conforme à leur programme, mais qu'ils trouvent le meilleur programme pour chaque enfant. Si l'enfant est plus sportif, de mettre plus de cours de sports, si l'enfant est plus artistique on met plus de cours d'art et, etc; 		<ul style="list-style-type: none"> • Réserver le droit de vote et de se présenter lors d'élections scolaires uniquement aux professeurs qui sont à l'emploi des centres de services scolaires et aux parents des enfants mineurs. Ils auront un rôle consultatif auprès de leurs écoles et au secondaire, ils siégeront dans les centres de services scolaires avec droit de vote;
Collégial	<ul style="list-style-type: none"> • Remettre sur les rails l'expansion du Collège Dawson; • Rendre l'école obligatoire jusqu'à l'âge de 18 ans. 	<ul style="list-style-type: none"> • Rééquilibrer le financement des institutions postsecondaires proportionnellement au poids démographique de la population sur une période de 3 ans. • D'ici à ce que le rééquilibrage soit réalisé, Climat Québec appuiera la mise en place de la loi 101 au cégep pour réduire l'anglicisation en cours des étudiants; 		<ul style="list-style-type: none"> • Revoir la politique de l'adaptation scolaire et bonifier le soutien et l'accompagnement aux élèves, ainsi que les services de soutien aux étudiantes et aux étudiants du collégial, afin de mieux répondre aux évolutions récentes de ces besoins; • Diversifier l'offre des cours hors-programmes et favoriser le développement de la pensée critique dans nos écoles publiques. 	<ul style="list-style-type: none"> • Gratuité scolaire afin que l'ensemble de la population puisse poursuivre des études postsecondaires, peu importe leurs moyens financiers.

	<u>Bloc Montréal - Équipe Balarama Holness</u>	<u>Climat Québec</u>	<u>Démocratie directe</u>	<u>Nouveau parti démocratique du Québec</u>	<u>Parti vert</u>
Universitaire		<ul style="list-style-type: none"> • Revoir tous les budgets de recherche pour maximiser leurs impacts pour les populations et non pour les entreprises privées; • Mettre fin aux recherches et chaires de recherche liées aux combustibles fossiles; • Déployer un effort de recherche important sur la crise climatique, que ce soit au niveau agricole, forestier, technologique, de la santé ou autre; • S'assurer que les résultats de la recherche financée par l'État restent la propriété de l'État. Les résultats peuvent être licenciés dans une formule gagnante pour l'État; • Redonner à nos universités le mandat de la valorisation et de l'importance du service public et du rôle de l'État; 			<ul style="list-style-type: none"> • Reconnaître la réalité des grèves étudiantes et d'inscrire le droit à la grève dans les lois du Québec, afin d'éviter des conflits lors de ces rares événements politiques.

	<u>Bloc Montréal - Équipe Balarama Holness</u>	<u>Climat Québec</u>	<u>Démocratie directe</u>	<u>Nouveau parti démocratique du Québec</u>	<u>Parti vert</u>
Autre	<ul style="list-style-type: none"> • Bloc Montréal 2022 se battra pour abroger la loi 32 (dite loi sur la liberté académique), la loi 40 et la loi 96. • Diminuer la taille des classes et étudier d'autres mesures pour réduire le taux d'abandon scolaire; • Évaluer la qualité de l'air et la ventilation et installer progressivement la climatisation dans toutes les écoles; • Formation continue et amélioration des conditions de travail tout au long de la carrière des enseignants. 	<ul style="list-style-type: none"> • Donner plus de mordant à la Charte du bois, notamment en obligeant l'État québécois à donner l'exemple pour la construction des écoles, CHSLD, hôpitaux, bureaux, centres sportifs (aréna, piscine, stade, etc.), ponts et viaducs, etc. • Dans le secteur de l'éducation, intégrer à tous les niveaux du primaire jusqu'au postdoctorat, une connaissance de la crise climatique, soit ses origines, ses impacts et ses solutions; • Mettre fin à la marchandisation et au marketing à l'intérieur même des murs des institutions d'enseignement qui constituent une véritable dérive de leur rôle que ce soit par des commandites pour des noms de salles, de chaires de recherche, de pavillons ou autres; • Assurer le fonctionnement et l'accès aux institutions d'éducation dans la langue officielle à tous les citoyens sur le territoire pour améliorer la 	<ul style="list-style-type: none"> • Prôner la gratuité scolaire de l'école primaire et secondaire et une révision des coûts reliés aux niveaux collégial et universitaire. 	<ul style="list-style-type: none"> • Afin de réduire les inégalités sociales et d'atteindre un niveau d'éducation plus élevé au Québec, le NPDQ instaurera la gratuité scolaire réelle à tous les niveaux d'études; • Adopter une nouvelle politique d'alphabétisation plus agressive en augmentant considérablement les ressources financières allouées à cet effet dans le réseau scolaire, dans les groupes communautaires intervenant en milieu populaire, ainsi que dans le cadre de la formation en entreprise; 	<ul style="list-style-type: none"> • Ajout d'éléments prioritaires traitant de l'environnement aux programmes déjà en place afin de permettre à la nouvelle génération de devenir des leaders dans la lutte aux changements climatiques; • Mettre en œuvre les recommandations de la Commission de vérité et réconciliation du Canada dans le but de mieux informer les jeunes Québécois-es sur les torts historiques de nos gouvernements envers les Premières Nations. • Les génocides ainsi que les contributions des femmes et des minorités ethniques ne sont pas suffisamment couverts par les cours d'histoire actuellement en vigueur. • Intégrer dans les cours d'histoire la réalité des femmes et des minorités ethniques.

<u>Bloc Montréal - Équipe Balarama Holness</u>	<u>Climat Québec</u>	<u>Démocratie directe</u>	<u>Nouveau parti démocratique du Québec</u>	<u>Parti vert</u>
	<p>cohésion sociale. Dans un souci de respect des minorités historiques, un accès en langue autochtone et anglaise sera assuré pour ces populations;</p> <ul style="list-style-type: none"> • Réviser le programme d'histoire à tous les niveaux afin de remplacer le récit actuel du point de vue du conquérant britannico-canadien par celui vécu par les habitants du territoire du pays du Québec; • Reprendre le contrôle public des garderies privées subventionnées pour les intégrer dans le réseau des CPE et développer ce réseau afin que chaque enfant ait une place; • Favoriser la diminution de consommation de bouteilles d'eau. La vente d'eau embouteillée sera interdite dans les écoles, les hôpitaux et les parcs en garantissant un accès à l'eau potable à la fontaine. 		<ul style="list-style-type: none"> • Réduire le seuil d'assujettissement aux obligations de formation et de perfectionnement de la main-d'œuvre pour l'appliquer aux entreprises ayant une masse salariale de plus de 1 million de dollars (plutôt que 2 millions de dollars comme actuellement), et amener progressivement le niveau d'investissement exigé à 2 % de la masse salariale (plutôt que le 1 % actuel). 	